

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES
DE SANTE

**Convention collective de travail du 28 février 2001 relative à l'allocation de fin d'année
en exécution du 'Vlaams Intersectoraal Akkoord'**

CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des crèches, des services de gardiennat à domicile, des centres pour troubles du développement, des services de télé-accueil, du l'aide sociale général non-autonome, des services de placement familial privés, des projets agréés et subventionnés par "Kind en Gezin", des centres de santé mentale et des centres de confiance pour la maltraitance des enfants, pour autant qu'ils sont agréés et subventionnés par la Communauté Flamande et qu'ils ressortissent à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

Par travailleurs on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 2

La présente convention collective de travail met à exécution le point 2.1. du 'Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profit sector 2000 - 2005.

FIXATION DU MONTANT

Article 3

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire indexée et d'une partie forfaitaire non-indexée. Ce montant est majoré d'une partie variable.

Article 4

Pour le calcul de la partie forfaitaire indexée il est fait référence à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand promulgué le 15 décembre 1993, réglant l'octroi de subventions pour les frais de personnel dans certaines structures du secteur de l'aide sociale.

Article 5

Pour l'année 2000 la partie forfaitaire indexée s'élevait à 255,68 EUR .

A partir de 1994 cette partie est indexée annuellement, sur la base de la formule suivante : le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Le montant de la partie forfaitaire de cette allocation de fin d'année est fixé annuellement et repris en annexe à la présente convention collective de travail.

26-04-2001 | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. 64313 | 16130502
28-10-2002 | N°

Article 6

La partie forfaitaire non-indexée s'élève à 55,08 EUR ;

Article 7

La partie variable s'élève à 2,5 p.c.de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la **rémunération** brute barémique indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

OCTROI DE L'ALLOCATION**Article 8**

Le montant global de l'allocation de **fin d'année** est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'**exécution** de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée.

Article 9

Lorsqu'un travailleur ne peut bénéficier du montant global de l'allocation à cause de prestations de travail à temps partiel, ce montant est réduit au prorata du salaire **qu'**ila ou aurait reçu.

Article 10

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période **d'essai** à laquelle il a été mis fin.

Article 11

Les travailleurs qui se trouvent en période d'essai au moment du paiement de l'allocation de fin d'année n'ont pas droit à cette allocation.

Lorsqu'un travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est réduit au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

Article 12

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Sans préjudice de ces dispositions, l'**allocation** de fin d'année visée par la présente convention collective de travail remplace toutes les autres indemnités octroyées jusqu'à présent comme allocation ou prime de fin d'année.

MODE DE CALCUL

Article 13

Tout mois de prestations ou mois y assimilé dans la période de référence donne droit à 1/9^{ème} du montant de l'allocation, calculé suivant les dispositions de la présente convention collective de travail.

Tout engagement pris avant le 13^{ème} jour du mois est considéré comme étant un engagement pour un mois entier

Article 14

Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération annuelle brute indexée qui aurait servie de base pour le calcul de sa rémunération pour ce mois, si cette rémunération aurait été due, entre en ligne de compte pour le calcul de la partie variable de l'allocation.


Article 15

L'allocation de fin d'année est payée au mois de décembre de l'année prise en considération.

DISPOSITION FINALE

Article 16

La présente convention collective de travail entre en vigueur au ~~moment où~~ le Gouvernement flamand en assure la prise en charge des coûts et s'applique aux membres du personnel compris dans cette subvention.

le 1^{er} octobre 2000 pour autant que


Pour le personnel subventionné par la subside de personnel dans le secteur des crèches agréées et des services de gardiennat à domicile ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et services de santé et subventionnés par la Communauté flamande, cela doit être le cas à partir du 1^{er} octobre 2000.

Pour le personnel non repris dans la subside de personnel calculée sur la base des critères réglementaires, les avantages de la présente convention ne sont octroyés effectivement que pour autant que le Gouvernement flamand en assure la prise en charge des coûts. Pour le personnel de l'accueil parascolaire organisé par une crèche agréée conformément à l'article 7 § 2 de l'arrêté du 24/06/1997, les avantages de la présente convention ne sont octroyés effectivement que pour autant que le Gouvernement flamand en assure la prise en charge des coûts.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail celle-ci remplace, pour les employeurs et travailleurs ressortissant à son champ d'application, la convention collective de travail du 26 novembre 1997 relative à l'octroi d'une allocation de fin d'année et la convention collective de travail du 25 octobre 1991 octroyant une allocation de fin d'année.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

Annexe à la convention collective de travail du 28 février 2001 relative à l'allocation de fin d'année en exécution du 'Vlaams Intersectoraal Akkoord'

Le montant de 255,68 EUR visé à l'article 5 de la convention collective de travail correspond à 10.314 BEF.

Le montant de 55,08 EUR visé à l'article 6 de la convention collective de travail correspond à 2.222 BEF.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 betreffende de eindejaarspremie in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord

TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers in de kinderdagverblijven, de diensten voor opvanggezinnen, de centra voor ontwikkelingsstoornissen, de diensten voor tele-onthaal, het niet- autonoom algemeen welzijnswerk, de diensten voor private gezinsplaatsing, de door Kind en Gezin erkende en gesubsidieerde projecten en de vertrouwenscentra kindermishandeling voor zover zij door de Vlaamse gemeenschap erkend en gesubsidieerd worden en ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Onder werknemers wordt verstaan, :het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan punt 2.1 . van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social Profitsector 2000-2005.

VASTSTELLING VAN HET BEDRAG

Artikel 3

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een vast geïndexeerd gedeelte en een vast niet-geïndexeerd gedeelte. Dit bedrag wordt verhoogd met een veranderlijk gedeelte.

Artikel 4

Voor de berekening van het vast geïndexeerd gedeelte wordt verwezen naar artikel 6 van het besluit van de Vlaamse regering zoals goedgekeurd op 15 december 1993 houdende de subsidiëring van de personeelskosten in bepaalde voorzieningen van de welzijnssector.

Artikel 5

Het vast geïndexeerd gedeelte bedroeg 255,68 EUR voor het jaar 2000.

Het wordt vanaf 1994 jaarlijks aangepast op basis van de volgende formule. Het bedrag van het vast gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt bekomen door het vast gedeelte toegekend tijdens het vorig jaar te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijsen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het vorig jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Het bedrag van het vaste gedeelte van deze eindejaarstoelage wordt jaarlijks vastgesteld en als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst opgenomen.

NEERLEGGING-DEPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
26-04-2001	28-10-2002	N°

16/30502

Artikel 6.

Het vast niet-geïndexeerd gedeelte bedraagt 55,08 EUR.

Artikel 7

Het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 pct van het geïndexeerd brutojaarloon van de werknemer.

Onder geïndexeerd brutojaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutomaandloon aan de betrokkene verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, desgevallend met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen, weddesupplementen of vergoedingen.

TOEKENNING VAN DE PREMIE

Artikel 8

Het totale bedrag van de toelage wordt uitgekeerd aan de werknemer die, verbonden door een arbeidsovereenkomst, een functie uitoefent welke bestaat in het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties, en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode, dit is de période die zich uitstrekt van 1 januari tot 30 september van het jaar waarvoor de toelage is verschuldigd.

Artikel 9

Wanneer een werknemer het totale bedrag van de toelage niet kan genieten wegens deeltijdse arbeidsprestaties, wordt dit bedrag verminderd in verhouding tot het loon dat hij heeft of zou hebben ontvangen.

Artikel 10

De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan de omdringende reden ontslagen werknemers, noch voor de arbeidsprestaties verricht tijdens een niet afdoende proefperiode.

Artikel 11

De werknemers die zich in proefperiode bevinden op het ogenblik van de betaling van de eindejaarstoelage, hebben geen recht op deze toelage.

Wanneer een werknemer, die volledige arbeidsprestaties verricht, het totale bedrag van de toelage niet kan genieten omdat hij in dienst of uit dienst van de inrichting is getreden in de loop van de referentieperiode, wordt dit bedrag verminderd in verhouding totde tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

Artikel 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten welke hiermee ten minste gelijkwaardig is.

Onverminderd deze bepalingen, vervangt de eindejaarstoelage bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst alle andere toelagen welke totop heden bij wijze van eindejaarspremie zijn toegekend.

BEREKENINGSWIJZE

Artikel 13

Iedere gewerkte, of daarmee gelijkgestelde maand, tijdens de referentieperiode, geeft recht op 1/9de van het bedrag van de toelage, berekend overeenkomstig deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Elke verbintenis ingegaan voor de dertiende dag van de maand wordt beschouwd als een verbintenis voor een volledige maand.

Artikel 14

Wanneer de betrokkene het voordeel van zijn bezoldiging niet heeft genoten voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, komt voor de berekening van het veranderlijk gedeelte van de toelage het geïndexeerd brutojaarloon in aanmerking welke voor de berekening van zijn loon voor deze maand tot grondslag zou hebben gediend, indien dat laatstgenoemde loon verschuldigd was geweest.

Artikel 15

De eindejaarstoelage wordt betaald in de maand december van het jaar waarvoor ze wordt toegekend.

SLOTBEPALING

Artikel 16

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op ~~het moment~~ ^{A oktober 2000 voor zover} tot de Vlaamse regering de tenlasteneming van de kost ervan verzekert en is van toepassing op die personeelsleden die in deze subsidie begrepen zijn.

Voor het door de personeelssubsidie gesubsidieerd personeel in de sector van de erkende kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen die ressorteren onder het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en diensten en gesubsidieerd worden door de Vlaamse gemeenschap dient dit te gebeuren vanaf 1 oktober 2000.

Voor het personeel dat niet vervat is in de personeelssubsidie die berekend wordt op basis van de réglementaire normen, worden de voordelen in onderhavige overeenkomst slechts effectief toegekend voor zover de Vlaamse regering de tenlasteneming van de kost ervan verzekert.

Voor het personeel in de buitenschoolse opvang georganiseerd door een erkend kinderdagverblijf volgens artikel 7 § 2 van het besluit van 24/06/1997 worden de voordelen in onderhavige overeenkomst slechts effectief toegekend voor zover de Vlaamse regering de tenlasteneming van de kost ervan verzekert.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt voor de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst vanaf de inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 1997 betreffende de eindejaarstoelage en de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1991 betreffende de eindejaarstoelage.

Ze is gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd mitseen opzeggingstermijn van 3 maanden bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 betreffende de eindejaarspremie in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord

Het bedrag van 255,68 EUR voorzien in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst stemt overeen met 10.314 BEF.

Het bedrag van 55,08 EUR voorzien in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst stemt overeen met 2.222 BEF.